

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaire, a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Il permet de collecter des informations au sujet de localités accessibles, difficiles ou hors d'accès situées dans ces départements. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

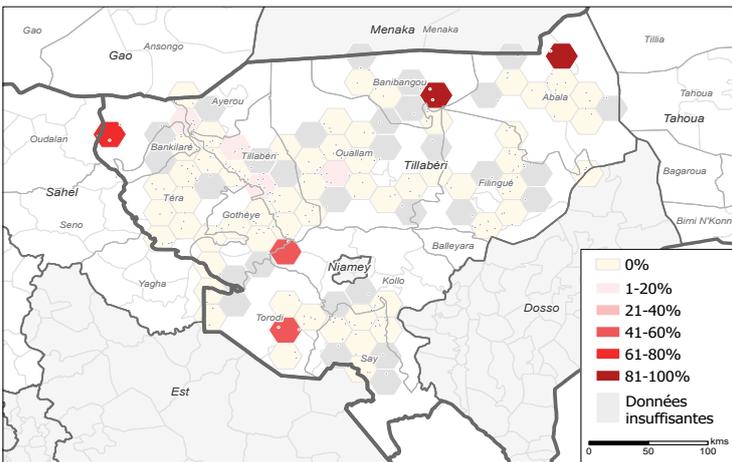
Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau du département et de la région. Elles sont rapportées lorsqu'au moins 4,5%¹ des localités du département ont été évaluées. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans les départements de la région de Tillabéri. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse.

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 9 et le 27 mars 2020, dans la région de Tillabéri. Au total, 513 IC ont été consultés et 309 localités ont été évaluées. **La couverture actuelle de l'évaluation est limitée et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.**

→ Dynamiques de déplacement

% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'arrivée de personnes déplacées internes (PDI) et/ou de réfugiées au cours des trois derniers mois² :



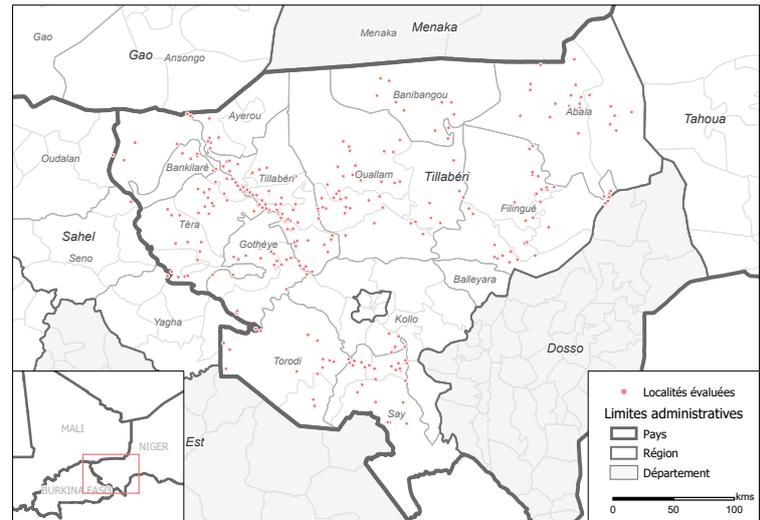
Dans **3%** de localités évaluées les IC ont rapporté l'arrivée de PDI et **1%** l'arrivée de réfugiés au cours des trois mois précédents. Les départements d'origine des PDI les plus cités sont Ayerou (**23%**), Abala (**15%**), Banibangou (**15%**) et Ouallam (**15%**). Les pays d'origine les plus souvent cités pour les réfugiés sont le Mali (**60%**) et le Burkina Faso (**40%**). Le cercle (unité administrative au Mali) d'origine le plus souvent cité est Kidal (**40%**) tandis que la province d'origine du Burkina Faso la plus citée par les IC est Oudalan (**40%**)⁶.

¹Bien que le seuil de couverture du HSM soit fixé à 5% au niveau de chaque département depuis le mois de janvier, le seuil a été exceptionnellement baissé à 4,5% pour le mois de mars dans la région de Tillabéri afin de rapporter les résultats des départements de Ouallam et de Torodi (seuil de 4,6 à 4,7%), dans lesquels il a été difficile de trouver des IC. Par conséquent, les résultats provenant spécifiquement de Ouallam et de Torodi doivent être considérés avec davantage de prudence compte tenu de la couverture légèrement plus limitée que celle des autres départements.

²Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), Institut National de la Statistique, 2012

Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de Tillabéri² :



Départements	# total de localités	# de localités évaluées	Couverture
Abala	282	18	6,4%
Ayerou	176	10	5,7%
Banibangou	207	12	5,8%
Bankilare	157	8	5,1%
Filingué	625	39	6,2%
Gothéye	452	24	5,3%
Ouallam	986	46	4,7%
Say	378	45	11,9%
Téra	674	41	6,1%
Tillabéri	547	50	9,1%
Torodi	347	16	4,6%
Total général	5777	309	5,3%

Personne ayant visité la localité au cours du dernier mois : **465**

Personne ayant eu un contact (face-à-face ou par téléphone) avec la localité au cours du dernier mois : **48**

% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence des groupes de population suivants au cours du mois précédent⁴ :

Personnes non déplacées	100%	████████████████████
Personnes déplacées internes (PDI)	4%	██
Refugiés ⁵	2%	█
Retournés	1%	█
Rapatriés ⁵	0%	

2 raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer que des membres de la population non déplacée ne se soient pas déplacés au cours du mois précédent⁶ :

Ne voulait pas partir	46%	████████████████████
Aucune raison de partir	45%	████████████████████

2 raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer la présence de PDI dans la localité au cours du mois précédent⁶ :

Violence dans la localité de départ	85%	████████████████████
Déplacement préventif (peur/menace)	8%	██

³Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie au mois ayant précédé la collecte de données.

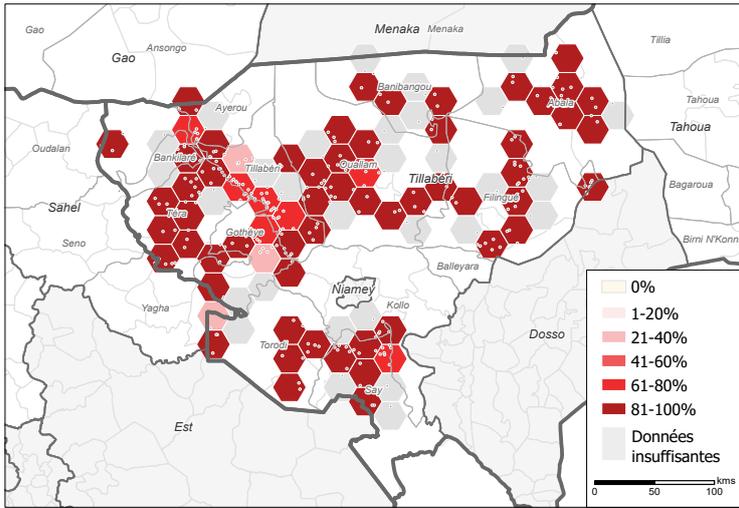
⁴Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

⁵Les retournés sont des personnes auparavant déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine. Les rapatriés sont des personnes auparavant déplacées dans un pays autre que leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.

⁶Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours du mois précédent.

Sécurité alimentaire

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent selon les IC :



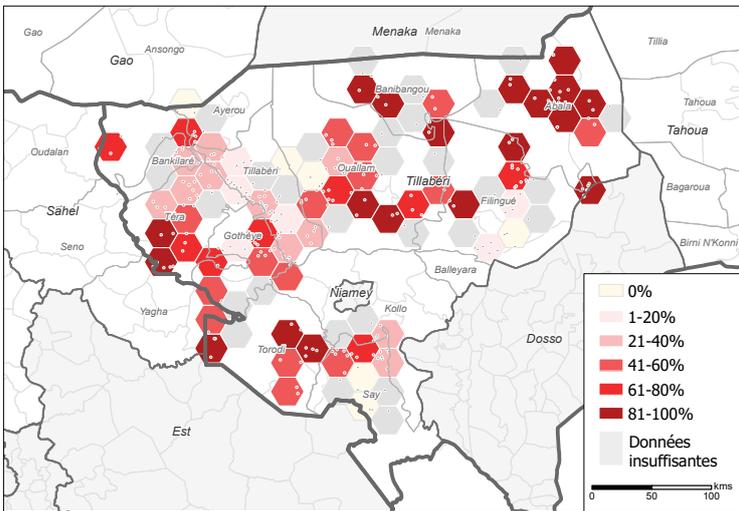
Dans **92%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté avoir accès à un marché à distance de marche au cours du mois précédent⁷ :



Moyens de subsistance

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent selon les IC :

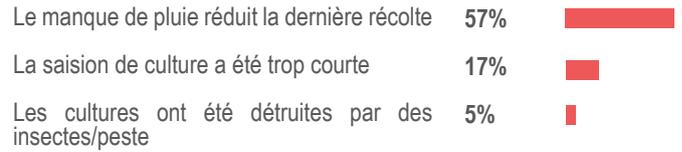


Dans **50%** des localités évaluées les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent.

3 activités les plus souvent citées par les IC que la majorité de la population réalisait au cours du mois précédent^{4 10} :



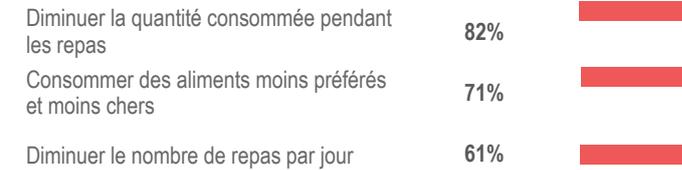
3 raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer que la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent⁸ :



3 sources de nourriture les plus souvent citées par les IC au cours du mois précédent^{4 8} :



3 stratégies les plus souvent citées par les IC pour pallier l'insuffisance de nourriture disponible au cours du mois précédent^{4 8} :



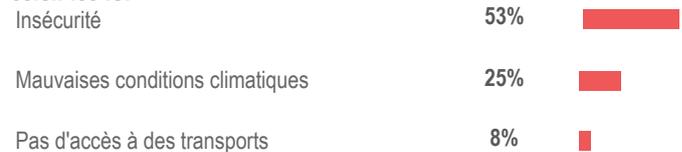
% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales au cours du mois précédent⁹ :



3 activités de subsistance les plus souvent citées comme ayant été perturbées en raison de la crise pour la majorité de la population au cours du mois précédent^{4 10} :



3 raisons principales pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent¹⁰ selon les IC :



% de localités évaluées où la majorité de la population n'a pas eu accès aux éléments suivants au cours du mois précédent par département selon les IC :

Départements	Terres cultivables	Semences	Matériel agricole	Bétail
Abala	6%	72%	72%	0%
Ayerou	50%	80%	70%	0%
Banibangou	8%	100%	100%	0%
Bankilare	25%	38%	38%	0%
Filingue	5%	69%	62%	0%
Gotheye	17%	79%	67%	0%
Ouallam	9%	89%	74%	0%
Say	27%	64%	29%	0%
Tera	15%	83%	59%	0%
Tillabéri	46%	82%	76%	4%
Torodi	6%	94%	63%	0%

⁷ La distance par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

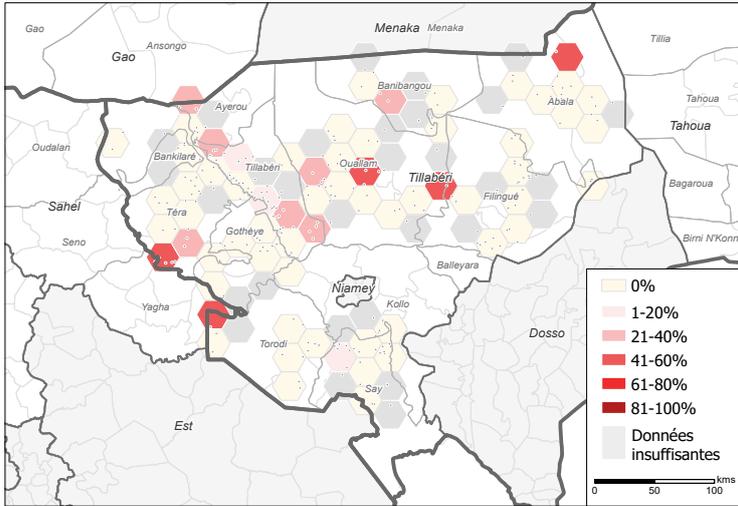
⁸ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté ne pas avoir eu accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.

⁹ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté avoir eu accès à un marché à distance de marche au cours du mois précédent.

¹⁰ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent.

Santé et nutrition

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent⁷ selon IC :



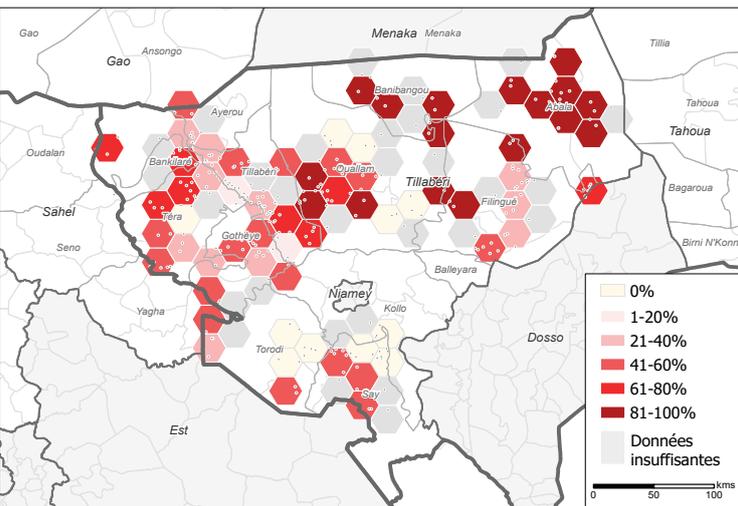
Dans **7%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une demi-journée de marche au cours du mois précédent.

2 principaux problèmes de santé les plus souvent cités au cours du mois précédent selon les IC :

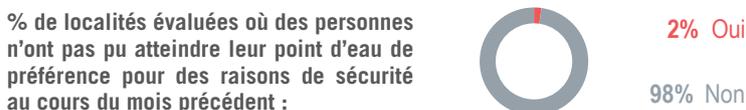


Eau, hygiène et assainissement

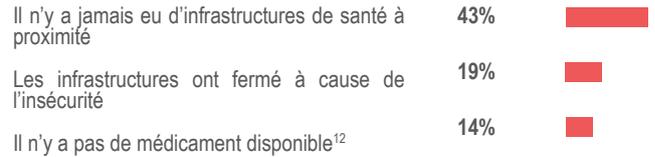
% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours du mois précédent selon les IC :



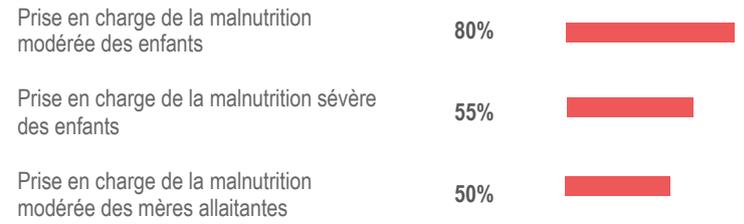
Dans **49%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau au cours du mois précédent.



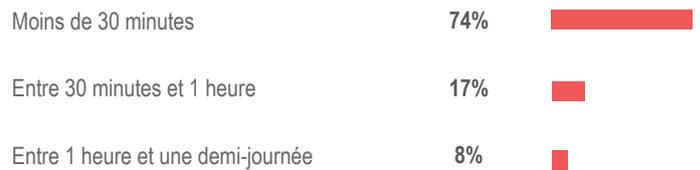
3 barrières principales à l'accès aux services de santé au cours du mois précédent¹¹ selon les IC :



3 programmes nutritionnels les plus souvent cités par les IC comme accessibles à distance de marche au cours du mois précédent¹³ :



Proportion de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre, attendre et revenir de la source d'eau avec de l'eau au cours du mois précédent selon les IC :



2 raisons principales pour lesquelles une partie de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent¹⁵ selon les IC :



¹¹ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels au cours du mois précédent.

¹² Autre réponse citée avec le même pourcentage : "Le personnel médical qualifié a cessé de travailler".

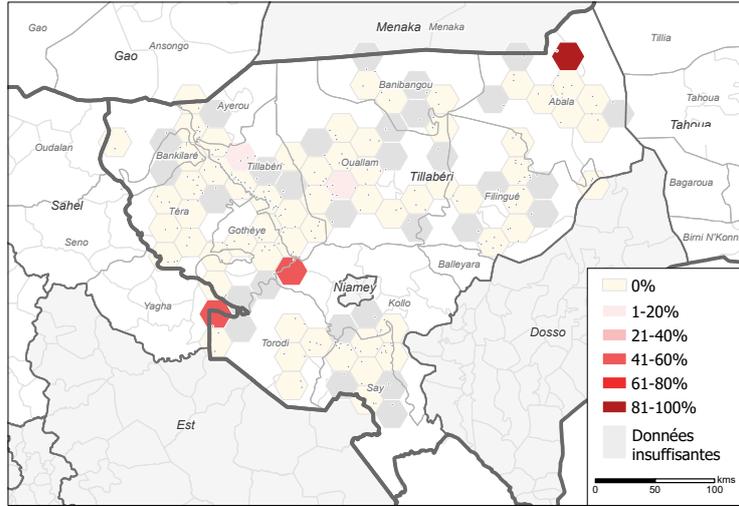
¹³ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que des programmes nutritionnels étaient accessibles à distance de marche de la localité.

¹⁴ Les pourcentages ont été arrondis au nombre entier ce qui explique que le total ne soit pas exactement égal à 100, à 1% près.

¹⁵ Pourcentage calculé sur le total de localités ayant rapporté qu'une partie de la population n'avait pas accès à des latrines.

Abris et articles non alimentaires

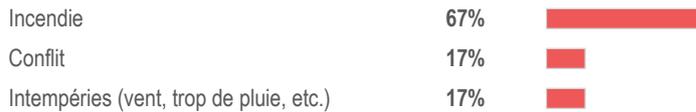
% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivent pas dans des conditions adéquates^{6 16} selon les IC :



Dans **46%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des PDI logeait dans un abri précaire¹⁷ au cours du mois précédent.

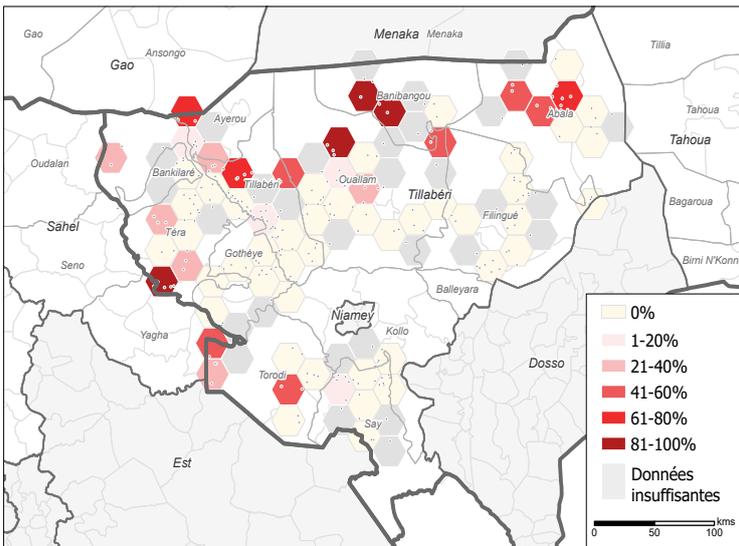
Dans **2%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que des abris ont été détruits au cours du mois précédent.

3 raisons principales expliquant la destruction des abris au cours du mois précédent¹⁸ selon les IC :



Education

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent⁷ selon les IC:



Dans **15%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent⁷.

La cause la plus souvent citée pour expliquer les difficultés d'accès aux services éducatifs est que les enseignants ont arrêté de travailler (dans **78%** des localités évaluées).

¹⁶ La définition de "conditions adéquates" est laissée à la discrétion des IC.

¹⁷ Catégories considérées comme abris précaires : abri de fortune, abri d'urgence, bâtiment public et tente traditionnelle

¹⁸ Pourcentage calculé sur le total de localités ayant rapporté une destruction d'abris dans la localité au cours du mois précédent.

% de localités évaluées par type d'abri et groupe de population^{6 19} selon les IC :

Types d'abris	Non déplacés	PDI	Réfugiés
Maison en dur (brique ou banco, planches, béton)	94%	15%	40%
Concession (maison ou chambre de location)	0%	0%	0%
Habitat en paille	5%	15%	0%
Unité d'hébergement pour déplacés (RHU)	0%	8%	0%
Abri de transition (structure et bâche)	0%	8%	20%
Abri d'urgence ¹⁹	0%	0%	20%
Abri de fortune	0%	0%	0%
Bâtiment public	0%	0%	0%
Tente traditionnelle	0%	46%	0%
Pas d'abris	0%	0%	0%
Autre	1%	8%	20%

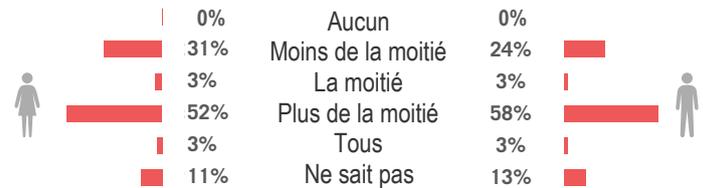
3 matériaux de construction les plus cités par les IC comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent⁴ :



3 articles non alimentaires les plus cités par les IC comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent⁴ :



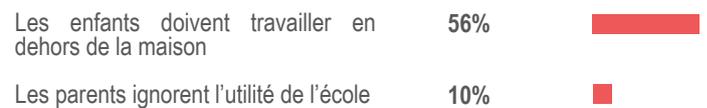
% de localités évaluées en fonction de la proportion de filles et de garçons de 6 - 17 ans scolarisés au cours du mois précédent, parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à l'éducation :



2 raisons principales pour lesquelles les filles n'étaient pas scolarisées et ne suivaient pas les cours au cours du dernier mois²⁰ :



2 raisons principales pour lesquelles les garçons n'étaient pas scolarisés et ne suivaient pas les cours au cours du mois précédent²⁰ selon les IC :

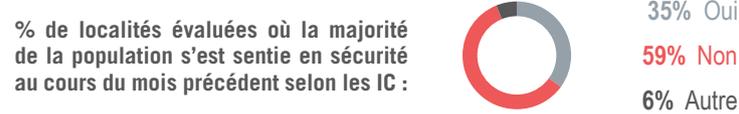
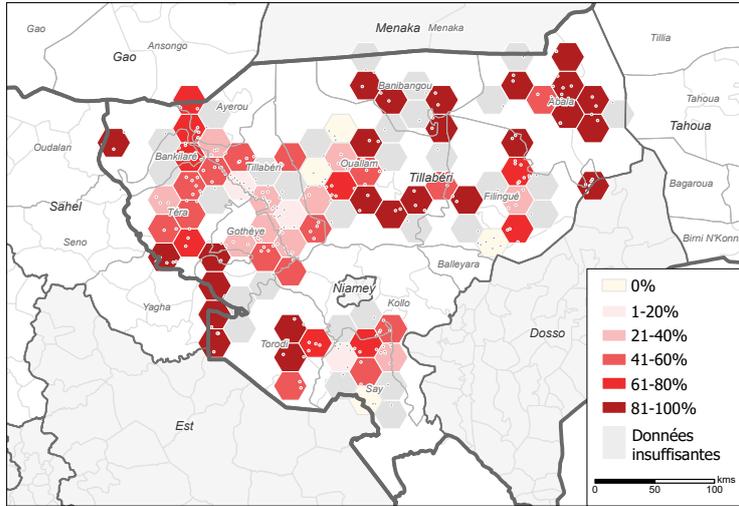


¹⁹ Les abris d'urgence sont des abris distribués par la communauté humanitaire. Les abris de fortune sont des abris construits par les membres de la communauté à partir de matériaux locaux pour pallier le manque d'abris.

²⁰ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté qu'au moins une partie du groupe démographique concerné n'était pas scolarisée et n'assistait pas à des cours régulièrement au cours du mois précédent.

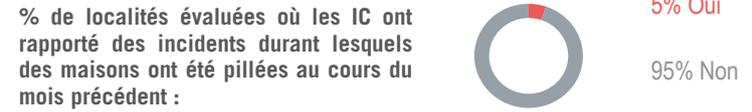
Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du mois précédent selon les IC :



Préoccupation principale selon les IC au cours du mois précédent pour chaque groupe démographique par pourcentage de localités²⁰ :

Femmes	Violence par un groupe armé	52%
Filles	Mariage précoce / forcé	23%
Hommes	Violence par un groupe armé	52%
Garçons	Violence par un groupe armé	27%

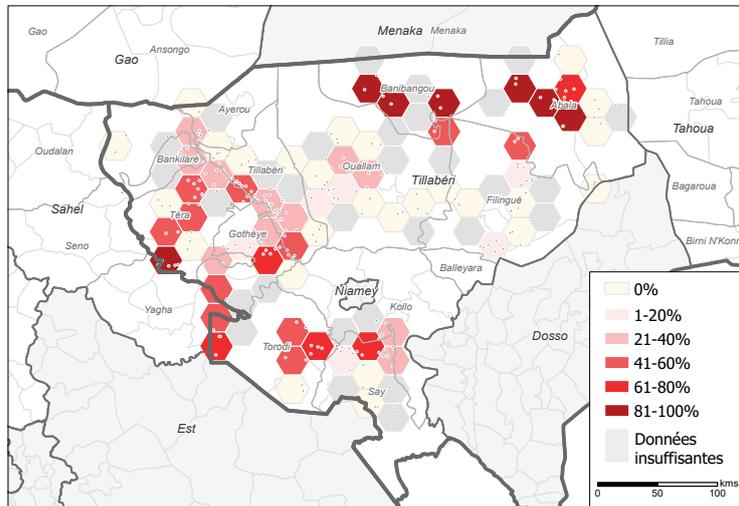


Proportion de localités évaluées par état ressenti des relations entre la majorité des déplacés (PDI et réfugiés) et la population non déplacée au cours du mois précédent⁵ selon les IC :

Autres	5%
Fragiles (tensions)	13%
Neutres	13%
Bonnes	69%

Redevabilité et communication

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du mois précédent selon les IC :



2 sources d'information générale principales utilisées par la majorité de la population au cours du mois précédent selon les IC :

Station de radio	48%
Appel téléphonique	29%

2 principaux pourvoyeurs d'information générale pour la majorité de la population au cours du mois précédent selon les IC :

Chef communautaire	53%
Amis / famille	37%



Dans 32% de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information quant à l'assistance humanitaire disponible dans la zone au cours du mois précédent.

Principaux secteurs dans lesquels la population aurait besoin d'une intervention selon les IC, par département (% de localités évaluées)²⁰:

Départements	Sécurité alimentaire	Moyens de subsistance	EHA	Nutrition	Santé	BNA	Abris	Protection	Education	Communication	Cash sans conditions	Autre	NC/NSP	Aucune
Abala	61%	44%	39%	0%	11%	6%	0%	17%	6%	0%	0%	0%	39%	0%
Ayerou	40%	40%	20%	0%	40%	10%	0%	20%	10%	0%	0%	0%	40%	0%
Banibangou	8%	17%	25%	0%	25%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	75%	0%
Bankilare	63%	13%	63%	0%	25%	13%	0%	0%	13%	0%	0%	0%	38%	0%
Filingué	74%	44%	38%	3%	26%	13%	0%	10%	15%	0%	0%	0%	26%	0%
Gothéye	75%	33%	25%	4%	46%	4%	0%	21%	25%	0%	4%	0%	21%	0%
Ouallam	54%	20%	48%	0%	35%	7%	0%	13%	13%	0%	0%	0%	37%	0%
Say	82%	31%	29%	2%	51%	0%	2%	29%	24%	0%	2%	0%	16%	0%
Tera	73%	27%	22%	2%	41%	0%	2%	27%	20%	2%	2%	0%	27%	0%
Tillabéri	46%	6%	24%	0%	36%	4%	2%	20%	18%	0%	0%	0%	48%	0%
Torodi	88%	50%	13%	0%	56%	0%	0%	50%	0%	0%	6%	0%	13%	0%

²¹ Les IC ne pouvaient sélectionner que 3 secteurs prioritaires.